ISSN 1725-2431

Journal officiel de l'Union européenne

C 196

Édition de langue française

52e année

20 août 2009

Communications et informations

Numéro d'information — Sommaire — Page

II *Communications*

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission

2009/C 196/01 Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE — Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection (1) 1

2009/C 196/02 Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.5528 — Mubadala/UTC/JV) (1) 3

2009/C 196/03 Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.5464 — Veolia Eau/Societe des Eaux de Marseille/Societe des Eaux d'Arles/Societe Stephanoise des Eaux) (1) 3

IV *Informations*

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE

Commission

2009/C 196/04 Taux de change de l'euro 4

FR

(1) Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

(Suite au verso)

2009/C 196/05 Communication de la Commission relative à l'application de l'article 4 du règlement (CE) n° 552/2004 du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2004 concernant l'interopérabilité du réseau européen de gestion du trafic aérien [1] *(Publication des titres et références des spécifications communautaires conformément au règlement)* 5

2009/C 196/06 Nouvelle face nationale des pièces en euro destinées à la circulation 6

2009/C 196/07 Nouvelle face nationale des pièces en euro destinées à la circulation 7

2009/C 196/08 Nouvelle face nationale des pièces en euro destinées à la circulation 8

V *Avis*

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

Commission

2009/C 196/09 Aides d'État — Italie — Aide d'État C 25/09 (ex N 673/08) — Régime fiscal italien en faveur du secteur cinématographique — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE [1] 9

FR

[1] Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

II

(Communications)

COMMUNICATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION

Autorisation des aides d'État dans le cadre des dispositions des articles 87 et 88 du traité CE

Cas à l'égard desquels la Commission ne soulève pas d'objection

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2009/C 196/01)

Date d'adoption de la décision	17.6.2009
Numéro de référence de l'aide d'État	N 449/08
État membre	Italie
Région	Campania
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Interporto campano S.p.A. — Servizio di trasporto combinato strada-rotaia tra i container terminal del porto di Napoli e il distretto di Nola.
Base juridique	Deliberazione della Giunta Regionale della Regione Campania n. 1609 del 14 settembre 2007 — «Servizio di trasporto combinato strada-rotaia tra i terminal conteiner del porto di Napoli ed il distretto di Nola. Concessione di contributi in regime di aiuto». Pubblicata su Bollettino Ufficiale della Regione Campania n. 54 del 14 ottobre 2007.
Type de la mesure	Aide individuelle
Objectif	Octroi d'aides de démarrage pour la mise en place d'un nouveau service de transport ferroviaire combiné pour une durée de 3 ans entre le port de Naples et Nola Interport
Forme de l'aide	Subvention directe
Budget	1 322 000 EUR
Intensité	En moyenne 18 % (31 % la première année, 23 % la deuxième année et 8 % la troisième année)
Durée	3 ans
Secteurs économiques	Transport combiné
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Regione Campania Centro Direzionale Isola C3 80143 Napoli NA ITALIA
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/index.htm

Date d'adoption de la décision	25.6.2009
Numéro de référence de l'aide d'État	N 219/09
État membre	Italie
Région	—
Titre (et/ou nom du bénéficiaire)	Proroga del regime di aiuto di Stato relativo ad aliquote ridotte dei contributi di previdenza sociale per i marittimi impiegati a bordo di navi che prestano servizi di cabotaggio marittimo
Base juridique	Legge 27 febbraio 2009, n. 14 art. 29, comma 1 decies
Type de la mesure	Régime d'aide
Objectif	Emploi
Forme de l'aide	Réduction des cotisations de sécurité sociale
Budget	20 Mio EUR
Intensité	Jusqu'à 45 %
Durée	1.1.2009-31.12.2009
Secteurs économiques	Transport maritime
Nom et adresse de l'autorité chargée de l'octroi	Ministero dei Trasporti
Autres informations	—

Le texte de la décision dans la (les) langue(s) faisant foi, expurgé des données confidentielles, est disponible sur le site:

http://ec.europa.eu/community_law/state_aids/index.htm

Non-opposition à une concentration notifiée

(Affaire COMP/M.5528 — Mubadala/UTC/JV)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2009/C 196/02)

Le 13 août 2009, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision se fonde sur l'article 6, paragraphe 1, point b) du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision n'est disponible qu'en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il pourrait contenir. Il pourra être consulté:

— dans la section consacrée aux concentrations, sur le site Internet de la DG concurrence de la Commission (http://ec.europa.eu/competition/mergers/cases/). Ce site permet de rechercher des décisions concernant des opérations de concentration à partir du nom de l'entreprise, du numéro de l'affaire, de la date ou du secteur d'activité,

— sur le site Internet EUR-Lex (http://eur-lex.europa.eu/fr/index.htm), qui offre un accès en ligne au droit communautaire, sous le numéro de document 32009M5528.

Non-opposition à une concentration notifiée

(Affaire COMP/M.5464 — Veolia Eau/Societe des Eaux de Marseille/Societe des Eaux d'Arles/Societe Stephanoise des Eaux)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2009/C 196/03)

Le 30 juillet 2009, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision se fonde sur l'article 6, paragraphe 1, point b) du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil. Le texte intégral de la décision n'est disponible qu'en français et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il pourrait contenir. Il pourra être consulté:

— dans la section consacrée aux concentrations, sur le site Internet de la DG concurrence de la Commission (http://ec.europa.eu/competition/mergers/cases/). Ce site permet de rechercher des décisions concernant des opérations de concentration à partir du nom de l'entreprise, du numéro de l'affaire, de la date ou du secteur d'activité,

— sur le site Internet EUR-Lex (http://eur-lex.europa.eu/fr/index.htm), qui offre un accès en ligne au droit communautaire, sous le numéro de document 32009M5464.

IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS ET ORGANES DE L'UNION EUROPÉENNE

COMMISSION

Taux de change de l'euro [1]

19 août 2009

(2009/C 196/04)

1 euro =

	Monnaie	Taux de change		Monnaie	Taux de change
USD	dollar des États-Unis	1,4112	AUD	dollar australien	1,7239
JPY	yen japonais	132,55	CAD	dollar canadien	1,5657
DKK	couronne danoise	7,4433	HKD	dollar de Hong Kong	10,9397
GBP	livre sterling	0,86080	NZD	dollar néo-zélandais	2,1108
SEK	couronne suédoise	10,2585	SGD	dollar de Singapour	2,0494
CHF	franc suisse	1,5152	KRW	won sud-coréen	1 775,37
ISK	couronne islandaise		ZAR	rand sud-africain	11,4240
NOK	couronne norvégienne	8,6700	CNY	yuan ren-min-bi chinois	9,6443
BGN	lev bulgare	1,9558	HRK	kuna croate	7,3185
CZK	couronne tchèque	25,711	IDR	rupiah indonésien	14 296,39
EEK	couronne estonienne	15,6466	MYR	ringgit malais	5,0048
HUF	forint hongrois	274,41	PHP	peso philippin	68,442
LTL	litas lituanien	3,4528	RUB	rouble russe	45,0560
LVL	lats letton	0,7003	THB	baht thaïlandais	48,058
PLN	zloty polonais	4,1935	BRL	real brésilien	2,6237
RON	leu roumain	4,2288	MXN	peso mexicain	18,3202
TRY	lire turque	2,1285	INR	roupie indienne	68,8600

[1] *Source*: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

Communication de la Commission relative à l'application de l'article 4 du règlement (CE) nº 552/2004 du Parlement européen et du Conseil du 10 mars 2004 concernant l'interopérabilité du réseau européen de gestion du trafic aérien [1]

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(Publication des titres et références des spécifications communautaires conformément au règlement)

(2009/C 196/05)

Organisation	Référence	Numéro de version	Titre des spécifications communautaires	Date de la version
Eurocontrol [i]	Spec-0112	1.1	Eurocontrol Specifications for the application of the Flexible Use of Airspace (FUA spécifications Eurocontrol pour l'application de l'utilisation flexible de l'espace aérien) [ii]	10.1.2009

[i] Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne, rue de la Fusée 96, 1130 Brussels, BELGIUM, tel. +32 27299011, fax +32 27295190.
[ii] http://www.eurocontrol.int/ses/public/standard_page/fua_spec.html

[1] JO L 96 du 31.3.2004, p. 26.

Nouvelle face nationale des pièces en euro destinées à la circulation

(2009/C 196/06)

Face nationale de la nouvelle pièce commémorative de 2 euros destinée à la circulation et émise par la Belgique

Les pièces en euros destinées à la circulation ont cours légal dans l'ensemble de la zone euro. Afin d'informer le public et toutes les parties concernées qui doivent manipuler les pièces, la Commission publie les caractéristiques des dessins de toutes les nouvelles pièces [1]. Conformément aux conclusions adoptées à ce sujet par le Conseil le 10 février 2009 [2], les États membres et les pays qui ont conclu un accord monétaire avec la Communauté prévoyant l'émission de pièces en euros sont autorisés à émettre des pièces commémoratives en euros destinées à la circulation sous certaines conditions, notamment qu'il s'agisse uniquement de pièces de 2 euros. Ces pièces ont les mêmes caractéristiques techniques que les autres pièces de 2 euros, mais leur face nationale présente un dessin commémoratif hautement symbolique au niveau national ou européen.

Pays émetteur: Belgique

Objet de la commémoration: bicentenaire de la naissance de Louis Braille (1809-1852)

Description du dessin: La partie interne de la pièce représente le portrait de Louis Braille, entre ses initiales L et B écrites dans l'alphabet dont il est l'auteur. Au dessus du portrait, la légende «LOUIS BRAILLE»; sous le portrait, l'indication «BE» du pays émetteur, entre les dates 1809 et 2009. A gauche et à droite respectivement, la marque monéaire et la marque du Commissaire des Monnaies.

L'anneau externe de la pièce représente les douze étoiles du drapeau européen.

Volume d'émission: 5 millions de pièces

Date d'émission: septembre 2009

---

[1] Voir JO C 373 du 28.12.2001, p. 1-30 relatif aux faces nationales de toutes les pièces émises en 2002.

[2] Voir les conclusions du Conseil Affaires économiques et financières du 10 février 2009 et la Recommandation de la Commission du 19 décembre 2008 concernant des orientations communes pour les faces nationales et l'émission des pièces en euros destinées à la circulation (JO L 9 du 14.1.2009, p. 52-55).

Nouvelle face nationale des pièces en euro destinées à la circulation

(2009/C 196/07)

Face nationale de la nouvelle pièce commémorative de 2 euros destinée à la circulation et émise par la Slovaquie

Les pièces en euros destinées à la circulation ont cours légal dans l'ensemble de la zone euro. Afin d'informer le public et toutes les parties concernées qui doivent manipuler les pièces, la Commission publie les caractéristiques des dessins de toutes les nouvelles pièces ([1]). Conformément aux conclusions adoptées à ce sujet par le Conseil le 10 février 2009 ([2]), les États membres et les pays qui ont conclu un accord monétaire avec la Communauté prévoyant l'émission de pièces en euros sont autorisés à émettre des pièces commémoratives en euros destinées à la circulation sous certaines conditions, notamment qu'il s'agisse uniquement de pièces de 2 euros. Ces pièces ont les mêmes caractéristiques techniques que les autres pièces de 2 euros, mais leur face nationale présente un dessin commémoratif hautement symbolique au niveau national ou européen.

Pays émetteur: Slovaquie

Objet de la commémoration: 20-ème anniversaire du jour de la liberté et de la démocratie.

Description du dessin: La partie interne de la pièce représente une cloche stylisée formée d'une série de clefs, en souvenir de la manifestation du 17 novembre 1989, où les citoyens marchèrent en agitant leurs trousseaux de clefs pour les faire sonner, ce qui marqua le début de la «révolution de velours». Sous le dessin à droite, la marque de l'artiste et celle de la monnaie slovaque (Mincovna Kremnica). Autour du dessin, en haut: la légende «17 NOVEMBER SLOBODA — DEMOKRACIA» (liberté et démocratie) et les dates «1989-2009»; en bas: l'indication du pays émetteur «SLOVENSKO».

L'anneau externe de la pièce représente les douze étoiles du drapeau européen.

Volume d'émission: 1 million de pièces

Date d'émission: novembre 2009

([1]) Voir JO C 373 du 28.12.2001, p. 1-30 relatif aux faces nationales de toutes les pièces émises en 2002.

([2]) Voir les conclusions du Conseil «Affaires économiques et financières» du 10 février 2009 et la recommandation de la Commission du 19 décembre 2008 concernant des orientations communes pour les faces nationales et l'émission des pièces en euro destinées à la circulation (JO L 9 du 14.1.2009, p. 52-55).

Nouvelle face nationale des pièces en euro destinées à la circulation

(2009/C 196/08)

Face nationale de la nouvelle pièce commémorative de 2 euros destinée à la circulation et émise par la République italienne

Les pièces en euros destinées à la circulation ont cours légal dans l'ensemble de la zone euro. Afin d'informer le public et toutes les parties concernées qui doivent manipuler les pièces, la Commission publie les caractéristiques des dessins de toutes les nouvelles pièces [1]. Conformément aux conclusions adoptées à ce sujet par le Conseil le 10 février 2009 [2], les États membres et les pays qui ont conclu un accord monétaire avec la Communauté prévoyant l'émission de pièces en euro sont autorisés à émettre des pièces commémoratives en euro destinées à la circulation sous certaines conditions, notamment qu'il s'agisse uniquement de pièces de 2 euros. Ces pièces ont les mêmes caractéristiques techniques que les autres pièces de 2 euros, mais leur face nationale présente un dessin commémoratif hautement symbolique au niveau national ou européen.

Pays émetteur: République italienne

Objet de la commémoration: bicentenaire de la naissance de Louis Braille (1809-1852).

Description du dessin: La partie interne de la pièce représente une main pratiquant la lecture tactile d'un livre ouvert. Au-dessus de l'index, qui pointe l'inscription verticale «LOUIS BRAILLE 1809-2009», deux oiseaux symbolisent la liberté du savoir. L'indication du pays émetteur «RI» figure en haut à droite, celle de l'atelier monétaire «R» en bas à droite. Sous le livre, le nom de Braille est écrit dans l'alphabet dont il est l'inventeur. Tout en bas, les initiales «MCC» de l'artiste Maria Carmela Colanéri

L'anneau externe de la pièce représente les douze étoiles du drapeau européen.

Volume d'émission: 2 millions de pièces

Date d'émission: septembre/octobre 2009

---

[1] Voir JO C 373 du 28.12.2001, p. 1-30 relatif aux faces nationales de toutes les pièces émises en 2002.

[2] Voir les conclusions du Conseil «Affaires économiques et financières» du 10 février 2009 et la recommandation de la Commission du 19 décembre 2008 concernant des orientations communes pour les faces nationales et l'émission des pièces en euro destinées à la circulation (JO L 9 du 14.1.2009, p. 52-55).

V

(Avis)

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

COMMISSION

AIDES D'ÉTAT — ITALIE

Aide d'État C 25/09 (ex N 673/08) — Régime fiscal italien en faveur du secteur cinématographique

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2009/C 196/09)

Par la lettre du 22 juillet 2009 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent la présente synthèse, la Commission a notifié à la République italienne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant une partie du régime d'aide susmentionné.

La Commission a décidé de ne pas soulever d'objections à certaines autres mesures décrites dans la lettre qui suit le présent résumé.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les aides/mesures à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure d'ici au 31 octobre. Cette période de consultation correspond au délai supplémentaire accordé aux autorités italiennes en raison du nombre de parties intéressées et de la complexité du sujet. Les observations sont à envoyer à l'adresse suivante:

Commission européenne/Europese Commissie
Direction générale de la concurrence/Directoraat-general Concurrentie
Greffe des aides d'État/Griffie Staatsteun
1049 Bruxelles/Brussel
BELGIQUE/BELGIË
Fax +32 22961282
E-mail: stateaidgreffe@ec.europa.eu

Ces observations seront communiquées à l'Italie. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

SYNTHÈSE

1. DESCRIPTION

Dans leur notification d'un régime d'incitations fiscales en faveur du secteur cinématographique, les autorités italiennes ont informé la Commission d'une proposition de crédit d'impôt de 30 % destinée à soutenir l'installation d'équipements de projection numérique dans les cinémas. La Commission s'interroge sur la nécessité, la proportionnalité et la pertinence de cette mesure.

L'objectif des autorités italiennes consiste à encourager les cinémas à passer de la projection de films en 35 mm à la projection numérique afin de pouvoir offrir une programmation plus souple, ce qui leur permettrait de projeter davantage de films culturels. Ils seraient ainsi en mesure de continuer à assurer la projection de films, qui, à l'avenir, ne devraient être diffusés que sous le format numérique en raison du coût moindre de ce dernier.

La base juridique de la présente mesure figure à l'article 327, paragraphe c), point 1, de la loi italienne n° 244 du 24 décembre 2007 [1] (la loi de finances de 2008). Le crédit d'impôt proposé serait introduit par décret ministériel sous réserve de l'approbation de la Commission et serait disponible jusqu'au 31 décembre 2010.

[1] Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana 28.12.2007, serie generale n. 300, supplemento ordinario n. 196.

Le crédit d'impôt proposé de 30 % serait accordé pour financer le coût de l'installation des équipements de projection numérique; il serait à la disposition des exploitants [1] soumis à l'impôt en Italie et vaudrait pour tous les types de dettes fiscales. Cette aide ne serait assortie d'aucune condition pour les cinémas comportant de 1 à 4 écrans de projection ainsi que pour les complexes multisalles comptant de 5 à 10 écrans de projection dans les villes de moins de 50 000 habitants. Pour bénéficier de l'aide, les autres complexes multisalles comportant jusqu'à 24 écrans seraient tenus de projeter des films culturels à concurrence de 50 % et de convertir au moins 50 % des écrans pour permettre la projection numérique.

Le budget global de la mesure s'élève à 16,8 millions d'euros. Le crédit d'impôt est limité à 50 000 EUR par écran.

2. ÉVALUATION

Étant donné que l'État italien se priverait de certaines recettes fiscales, la mesure porte sur des ressources d'État. Elle conférerait un avantage économique aux exploitants sous la forme d'une incitation fiscale provenant de l'État dont ils ne bénéficieraient pas dans les conditions normales du marché. Cette mesure est sélective car seules les entreprises exploitant des salles de cinéma pourraient en bénéficier. Ces entreprises pourraient concurrencer d'autres entreprises qui ne bénéficient pas nécessairement de la mesure, de sorte que celle-ci fausserait ou menacerait de fausser la concurrence. Étant donné que les exploitants, les fournisseurs d'équipements de projection, les distributeurs et les producteurs de films numériques peuvent exercer leurs activités en dehors de l'Italie, le régime est susceptible d'avoir une incidence sur les échanges intracommunautaires. Il constitue par conséquent une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE.

Pour évaluer la compatibilité de la mesure avec le traité CE, la Commission doit en examiner la nécessité, la proportionnalité et la pertinence.

Les autorités italiennes ont indiqué que les spectateurs ne remarquaient aucune différence entre la projection de films en 35 mm et la projection numérique. Elles estiment à 100 000 euros par écran le coût d'un équipement de projection et elles ont fourni des données montrant qu'il existe 3 957 écrans en Italie et que sur les 1 997 cinémas existant en Italie, 91 % disposent de 1 à 4 écrans. Elles observent aussi que ces cinémas, en particulier les cinémas à écran unique, qui représentent 74 % des cinémas italiens, éprouvent des difficultés financières vu la conjoncture actuelle.

La mesure constituant un crédit d'impôt, si l'on considère que l'investissement nécessaire s'élève à 100 000 euros, les petits cinémas ne disposeront pas de dette fiscale ou de capitaux suffisants pour bénéficier de l'aide. Par ailleurs, les grands complexes multisalles, qui sont susceptibles de bénéficier de l'aide, ont accès à des sources de financement commerciales pour la projection numérique, notamment à des mesures de partage des coûts convenues avec les distributeurs ou à d'autres formules commerciales.

Les autorités italiennes ont aussi transmis des données concernant Microcinema, le réseau italien de cinéma numérique (écrans de 67 pouces et résolution de 1.3 k), qui diffuse une part importante de films culturels. Certains complexes multisalles plus petits ont aussi déjà financé le coût de l'installation d'équipements de projection numérique sur leurs propres ressources.

Dès lors, la Commission craint ce qui suit :

— le coût maximum d'installation admissible d'un équipement de projection numérique (166 667 euros) pourrait ne pas être proportionné au vu du coût d'installation standard, qui est estimé à 100 000 EUR par écran;

— le coût d'installation standard par écran, qui est estimé à 100 000 EUR, pourrait ne pas correspondre au coût réel nécessaire à l'installation d'équipements de projection numérique pour tous les écrans en Italie;

— le coût d'installation standard par écran, qui est estimé à 100 000 EUR, pourrait ne pas constituer un investissement abordable pour tous les cinémas italiens après déduction d'un crédit d'impôt de 30 % ;

— l'aide proposée pourrait constituer une aide d'État accordée à des entreprises qui, même sans cette aide, auraient réalisé la totalité des investissements nécessaires ou auraient pu se procurer les équipements de projection numérique au moyen d'autres formules commerciales;

— les autorités italiennes pourraient ne pas être en mesure de garantir que les exploitants bénéficiant de l'aide introduiront la programmation souple que permet la projection numérique pour proposer au public italien un choix plus vaste de films culturels;

— l'aide proposée ne vise pas les petits cinémas italiens, qui risquent de fermer lorsque les distributeurs passeront des copies analogiques aux copies numériques;

— l'investissement unique proposé ne constituera pas une solution durable et uniforme pour la conversion de tous les cinémas italiens au numérique;

— les exploitants pourraient être incités à privilégier une seule norme numérique plutôt qu'une autre;

— les exploitants pourraient ne pas être tenus, pour bénéficier de l'aide, de garantir que les films diffusés dans un format numérique ouvert, dans les limites des capacités de l'équipement bénéficiant de l'aide, pourront être projetés;

— l'aide proposée pourrait gonfler artificiellement le coût des équipements de projection conçus spécifiquement pour les cinémas;

— l'aide proposée pourrait accélérer la fermeture des cinémas les moins rentables; et

[1] Un exploitant est un entrepreneur qui gère un ou plusieurs cinémas. Chaque cinéma peut contenir un ou plusieurs écrans.

— la distorsion de concurrence et l'effet potentiel sur les échanges intracommunautaires engendrés par la mesure proposée ne seraient pas compensés par les avantages sociaux et culturels du régime.

Comme elles le demandent, compte tenu du nombre de parties intéressées en cause et de la complexité du sujet (le cinéma numérique), les autorités italiennes sont invitées à répondre aux questions qui précèdent pour le 31 octobre 2009.

TEXTE DE LA LETTRE

«1. **COMPENDIO**

1) Sono lieto d'informarvi che la Commissione europea ha deciso di autorizzare fino al 31 dicembre 2010 l'aiuto di Stato dell'Italia consistente in incentivi fiscali per gli investimenti e per la distribuzione nel settore cinematografico. Quest'autorizzazione è subordinata al seguente impegno da parte delle autorità italiane:

— le autorità italiane apporteranno ogni modifica eventualmente necessaria dopo la scadere della validità degli attuali criteri relativi agli aiuti di Stato enunciati nella comunicazione della Commissione sul settore cinematografico ([1]).

2) Al tempo stesso, la Commissione ha qualche dubbio riguardo alla necessità, proporzionalità e adeguatezza del credito d'imposta proposto per gli investimenti nella proiezione digitale e ha deciso quindi d'iniziare il procedimento formale di esame riguardo a tale misura.

3) La presente decisione integra l'autorizzazione, del dicembre 2008 ([2]), della prima parte dell'ampio pacchetto d'incentivi fiscali previsti dall'Italia a favore del settore cinematografico. Gli elementi già autorizzati non sono inclusi nel regime notificato e quindi non vengono esaminati nella presente decisione.

2. **PROCEDIMENTO**

4) Il 30 dicembre 2008 le autorità italiane hanno notificato alla Commissione europea il regime da esse proposto. Il 19 febbraio 2009 la Commissione ha chiesto informazioni supplementari, che le autorità italiane hanno inviato il 2 aprile 2009. Il 2 giugno 2009 la Commissione ha sollecitato altre informazioni, che le autorità italiane hanno trasmesso il 23 giugno 2009.

3. **DESCRIZIONE**

5) Il regime notificato comprende varie misure fiscali a favore di diverse attività relative al settore cinematografico:

a) credito d'imposta a favore d'imprese esterne al settore cinematografico che investono nella produzione di film a carattere culturale "di nazionalità italiana",

b) detassazione degli utili reinvestiti in film a carattere culturale "di nazionalità italiana" da imprese esterne al settore cinematografico,

c) credito d'imposta a favore d'imprese di distribuzione e di esercizio ([3]) che investono nella produzione di film di particolare interesse culturale,

d) credito d'imposta a favore d'imprese di distribuzione che investono nella distribuzione di film a carattere culturale "di nazionalità italiana",

e) detassazione degli utili reinvestiti da imprese di distribuzione nella distribuzione di film a carattere culturale "di nazionalità italiana",

f) credito d'imposta a favore d'imprese di esercizio che installano impianti di proiezione digitale.

6) Questo pacchetto d'incentivi fiscali mira, secondo le autorità italiane, a stimolare dinamiche di mercato intese a sostenere i film a carattere culturale "di nazionalità italiana" in un contesto favorevole alla concorrenza e a promuovere tali film in Italia e in Europa. Per definire i film a carattere culturale "di nazionalità italiana" e i film di particolare interesse culturale si applicano i medesimi criteri nazionali verificabili esaminati dalla Commissione nella decisione del dicembre 2008 recante autorizzazione degli incentivi fiscali alla produzione di film italiani.

7) Le autorità italiane ritengono che gli incentivi a) e b) contribuiranno a rendere più indipendenti dalle reti televisive i piccoli produttori, attirando investitori privati esterni al settore cinematografico. Lo scopo è affrancare i produttori dalle esigenze commerciali di tali reti e consentire loro d'incentrarsi sulla qualità e sulla natura culturale dei film.

8) Le autorità italiane ritengono che gli incentivi c)-f) contribuiranno a sostenere i film a carattere culturale "di nazionalità italiana", ai fini della loro promozione e proiezione nelle sale cinematografiche, anche quando si tratta di film non prodotti da grandi società internazionali o nazionali. Lo scopo di questi incentivi è stimolare la creazione di una "rete/partenariato di progetto" tra produttori, distributori ed esercenti.

9) Le autorità italiane hanno presentato dati intesi a comprovare la necessità di questo tipo d'intervento. La quota di mercato dei film a carattere culturale "di nazionalità italiana" indipendenti è bassa (11 %-15 % nel 2005-2007), quella dei film di particolare interesse culturale molto bassa (2 %-6 % nel 2005-2007).

10) Secondo le autorità italiane, negli ultimi anni le distorsioni sul mercato cinematografico italiano sono divenute una crescente minaccia per l'identità culturale del cinema italiano, soffocandone l'impeto creativo, impoverendone la capacità produttiva e limitandone la diffusione all'interno dell'Italia e in Europa. L'estrema frammentazione del settore cinematografico italiano — caratterizzato da piccole imprese dotate di capitale esiguo, molte delle quali scompaiono in tempi brevi — alla quale si aggiunge la forte presenza delle grandi società USA sul mercato della distribuzione e da qualche anno anche della produzione, ha portato alla massiccia presenza di film commerciali prevalentemente americani, realizzati con ingenti mezzi.

([1]) Comunicazione della Commissione al Consiglio, al Parlamento europeo, al Comitato economico e sociale e al Comitato delle regioni su taluni aspetti giuridici riguardanti le opere cinematografiche e le altre opere audiovisive [COM(2001) 534 def. del 26.9.2001, GU C 43 del 16.2.2002, pp. 6-17]; prorogata nel 2004 (GU C 123 del 30.4.2004, pp. 1-7), nel 2007 (GU C 134 del 16.6.2007, pag. 5,) e nel 2009 (GU C 31 del 7.2.2009, pag. 1).

([2]) Aiuto di Stato N 595/08.

([3]) Un'impresa di esercizio è quella che gestisce uno o più cinema. Ogni cinema gestito da un'impresa di esercizio può essere monosala o multisala.

11) Nel corso degli anni in Italia si è sempre più configurato un mercato cinematografico incapace di sostenere prodotti a matrice culturale, che hanno scarso richiamo per il pubblico e richiedono crescenti costi di produzione. Secondo le autorità italiane, sul mercato italiano sta delineandosi una posizione pressoché dominante di poche grandi realtà societarie orientate al prodotto cinematografico commerciale.

12) Le basi giuridiche del regime sono le seguenti:

— Legge 24.12.2007, n. 244 [4] (Disposizioni per la formazione del bilancio annuale e pluriennale dello Stato — legge finanziaria per il 2008): articolo 1, commi da 325 a 343, con specifico riferimento alle misure previste nei seguenti commi: comma 325 — comma 327, lettere b) e c) — comma 338 (limitatamente a imprese di distribuzione cinematografica). Nota: il comma 325 e il comma 327, lettere b), e), c) dell'articolo 1 della legge n. 244/2007, abrogati dall'articolo 5, comma 9, lett. a) del decreto-legge 27.5.2008, n. 93, sono stati ripristinati dall'articolo 63, comma 13-ter del decreto-legge 25.6.2008, n. 112, convertito con modificazioni dalla legge 6.8.2008, n. 133, Disposizioni di applicazione: schemi di decreti interministeriali di attuazione Ministero beni e attività culturali — Ministero dell'economia e delle finanze (articolo 1, commi 333 e 340, legge n. 244 del 2007) con allegate tabelle.

13) La Commissione osserva che il testo della legge finanziaria 244/2007 menziona in realtà soltanto i criteri di cui agli articoli 5 e 7 del decreto legislativo n. 28/2004, mentre i decreti presidenziali o ministeriali (subdecreti) impongono altre condizioni, in particolare per quanto riguarda i criteri culturali. Le autorità italiane hanno fatto notare che, secondo quanto era già previsto nella legge italiana n. 100 del 1926 e successivamente dall'articolo 17 della legge n. 400 del 1988, relativo all'emanazione di regolamenti per l'attuazione delle disposizioni di legge, è consentita l'emanazione di decreti presidenziali o ministeriali. Tali decreti sono l'espressione della potestà regolamentare attribuita al governo e sono in subordine rispetto alle disposizioni della legge primaria alla quale essi si riferiscono, completando i regolamenti. Secondo le autorità italiane tali decreti in realtà disciplinano in astratto tipi di relazioni giuridiche, regolamentando con norme generali e astratte l'attuazione e l'integrazione delle leggi primarie, parimenti innovative rispetto al sistema giuridico vigente.

14) Le autorità italiane ritengono che i criteri culturali enunciati nei subdecreti relativi al regime in vigore debbano essere interpretati non come una disposizione supplementare rispetto a quanto già previsto agli articoli 5 e 7 del decreto legislativo n. 28/2004, ma piuttosto come una precisazione delle condizioni enunciate nella legge primaria, ai fini della sua attuazione concreta. I criteri e condizioni enunciati nei subdecreti formano quindi parte integrante del regime e sono vincolanti per i potenziali beneficiari.

15) Il bilancio del regime è stimato a 48 milioni di EUR nel 2009 e 50,5 milioni di EUR nel 2010: in totale ammonta quindi a 98,5 milioni di EUR.

[4] Pubblicata nella Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana del 28.12.2007, Serie generale n. 300, Supplemento ordinario n. 196.

16) Questo bilancio generale è ripartito come segue tra le varie misure del regime:

	Credito d'imposta/detassazione (milioni di EUR)
Credito d'imposta a favore d'imprese esterne al settore cinematografico	36
Credito d'imposta a favore d'imprese di distribuzione/di esercizio che investono nella produzione di film di particolare interesse culturale	4,4
Credito d'imposta a favore d'imprese di distribuzione che investono nella distribuzione di film di particolare interesse culturale	15
Credito d'imposta a favore d'imprese di distribuzione che distribuiscono film a carattere culturale "di nazionalità italiana"	7,4
Credito d'imposta a favore d'imprese di esercizio che installano impianti di proiezione digitale	16,8
Detassazione per imprese esterne al settore cinematografico e per imprese di distribuzione	18,9

3.1. **Meccanismo**

17) Le misure fiscali si applicano ad imprese che siano soggetti passivi d'imposta in Italia. I crediti sono disponibili per tutti i tipi d'imposta. Le detassazioni riducono l'importo imponibile delle imprese ammissibili che procedono ai pertinenti investimenti.

18) Ai fini di tali misure, i cittadini SEE sono equiparati ai cittadini italiani. Analogamente, tutti i film italiani o stranieri che, in base ad accordi di coproduzione, hanno le caratteristiche necessarie per ottenere il riconoscimento della nazionalità italiana possono essere considerati film "di nazionalità italiana" ai fini delle misure in oggetto, se le rispettive imprese di produzione lo desiderano.

3.1.1. *Incentivi fiscali in campo cinematografico per imprese esterne a tale settore*

19) Per le imprese esterne al settore cinematografico che investono in film a carattere culturale "di nazionalità italiana" sono disponibili il seguente credito d'imposta e la seguente detassazione:

	Credito d'imposta/detassazione disponibili	Massimali annuali del credito d'imposta/detassazione per ogni beneficiario
Credito d'imposta	Il 40 % dell'importo investito nella produzione di tali film	1 milione di EUR
Detassazione	Il 30 % degli utili dichiarati reinvestiti nella produzione e distribuzione di tali film	—

20) Gli investimenti ammissibili sono limitati al 49 % del bilancio di produzione del film e al 70 % degli utili dichiarati. L'80 % degli aiuti deve essere speso in Italia.

21) L'intensità massima dell'aiuto è quindi pari al [40 % × 49 % =] 19,6 % del bilancio di produzione.

3.1.2 *Credito d'imposta a favore d'imprese di distribuzione e di esercizio che investono in film specialistici*

22) Per le imprese di distribuzione e di esercizio che investono nella produzione di film di particolare interesse culturale sono disponibili i seguenti crediti d'imposta:

	Credito d'imposta disponibile	Massimale annuale del credito d'imposta per ogni beneficiario
Credito d'imposta	Il 20 % dell'importo investito nella produzione di tali film	1 milione di EUR
Credito d'imposta (soltanto per le imprese di distribuzione)	Il 15 % dell'importo investito nella distribuzione di tali film	1,5 milioni di EUR

23) L'investimento ammissibile è limitato al 49 % del bilancio per la produzione del film e al 70 % degli utili dichiarati. L'80 % dell'aiuto deve essere speso in Italia.

24) L'intensità massima dell'aiuto è quindi pari al [20 % × 49 % =] 9,8 % del bilancio di produzione.

3.1.3. *Incentivi fiscali per le imprese che distribuiscono film a carattere culturale "di nazionalità italiana"*

25) Per le imprese di distribuzione che investono nella distribuzione di film a carattere culturale "di nazionalità italiana" sono disponibili il seguente credito d'imposta e la seguente detassazione:

	Credito d'imposta/detassazione disponibili	Massimale annuale del credito d'imposta per ogni beneficiario
Credito d'imposta	Il 10 % dell'importo investito nella distribuzione di tali film	2 milioni di EUR
Detassazione	Il 100 % degli utili dichiarati reinvestiti nella produzione e distribuzione di tali film	-

26) Ai fini del credito d'imposta e della detassazione non vi sono limiti per gli investimenti ammissibili. L'intensità massima dell'aiuto è quindi del 10 % per il credito d'imposta e del 27,5 % (l'aliquota dell'imposta sulle società applicata in Italia) per la detassazione.

3.1.4. *Credito d'imposta a favore del cinema digitale*

27) Per le imprese di esercizio che investono nell'installazione d'impianti di proiezione digitale è disponibile il seguente credito d'imposta:

	Credito d'imposta disponibile	Massimale annuale del credito d'imposta
Credito d'imposta	Il 30 % dell'importo investito per l'installazione di tali impianti	50 000 EUR per ogni schermo

28) Il regime notificato offre un credito d'imposta del 30 % per il costo dell'installazione d'impianti di proiezione digitale in tutti e 3 957 gli schermi attivi in Italia. Tale sussidio non sarà soggetto a condizioni per i cinema aventi da uno a quattro schermi e per i cinema multisala aventi da cinque a dieci schermi, siti in comuni con 50 000 abitanti al massimo. Per gli altri cinema multisala aventi fino a 24 schermi, l'aiuto sarà condizionato dall'obbligo di proiettare per il 50 % film a carattere culturale e di convertire almeno il 50 % degli schermi alla proiezione digitale.

3.2. **Intensità massima cumulativa degli aiuti**

29) L'intensità massima cumulativa degli aiuti disponibili nell'ambito del regime è del 50 %, tranne nei casi di film difficili o con risorse finanziarie modeste.

30) Le autorità italiane hanno definito come difficili il primo e il secondo lungometraggio di un particolare regista, i documentari, i cortometraggi e i film a carattere culturale che hanno raggiunto un punteggio minimo di 70 su 100 nel test di accertamento del carattere culturale per i film di particolare interesse culturale e che, secondo la Commissione per la cinematografia, hanno gravi problemi per accedere al finanziamento e per raggiungere un vasto pubblico.

31) Le autorità italiane hanno definito come film con risorse finanziarie modeste quelli il cui bilancio non supera l'importo di 1,5 milioni di EUR.

4. **VALUTAZIONE**

4.1. **Sussistenza dell'aiuto**

32) A norma dell'articolo 87, paragrafo 1 del trattato CE, salvo deroghe contemplate dal trattato, sono incompatibili con il mercato comune, nella misura in cui incidano sugli scambi tra Stati membri, gli aiuti concessi dagli Stati, ovvero mediante risorse statali, sotto qualsiasi forma che, favorendo talune imprese o talune produzioni, falsino o minaccino di falsare la concorrenza.

33) **Impiego di risorse statali:** la fonte di finanziamento sono gli incentivi fiscali offerti dallo Stato italiano. Quindi, dato che lo Stato italiano non percepirebbe determinati introiti fiscali, il regime comporta l'impiego di risorse statali.

34) **Vantaggio economico per un'impresa:** nell'ambito del regime, le imprese che investono nella produzione, distribuzione e/o proiezione di film beneficiano di un vantaggio finanziario in forma d'incentivi fiscali concessi dallo Stato. Tali imprese non fruirebbero di un simile vantaggio alle normali condizioni del mercato e, senza il finanziamento statale, dovrebbero sostenere integralmente i costi delle loro attività. Il regime conferisce dunque ai beneficiari un vantaggio economico.

35) **Distorsione della concorrenza e carattere selettivo:** il regime ha carattere selettivo, perché ne beneficiano soltanto le imprese che investono in attività di produzione, distribuzione e/o proiezione di film. I beneficiari sono in concorrenza con altre imprese che non fruiscono necessariamente di tale regime. Di conseguenza, il regime falsa o minaccia di falsare la concorrenza.

36) **Effetti sugli scambi tra gli Stati membri:** in considerazione degli scambi internazionali di film, in particolare di lungometraggi, la Commissione ritiene che il vantaggio selettivo concesso dal regime in oggetto a imprese che investono nella produzione, distribuzione e proiezione di film possa incidere sugli scambi intracomunitari.

37) Di conseguenza, il regime in oggetto costituisce un aiuto di Stato ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 1 CE.

4.2. **Compatibilità**

38) I criteri per gli aiuti di Stato enunciati nella comunicazione sul settore cinematografico ([5]) prevedono regole speciali per valutare gli aiuti a favore della produzione di opere cinematografiche e di opere audiovisive ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera d) del trattato CE. Oltre all'applicazione del principio delle "legalità generale", tali criteri richiedono che:

— l'aiuto riguardi un prodotto culturale, valutato in base a criteri nazionali verificabili,

— il produttore sia libero di spendere almeno il 20 % del bilancio del film in altri Stati membri,

— l'intensità degli aiuti non superi il 50 %, tranne per i film difficili e con risorse finanziarie modeste,

— il regime non eroghi aiuti supplementari a favore di specifiche attività cinematografiche.

39) Sono questi, dunque, i criteri che si applicano alle misure previste nel regime notificato riguardante gli investimenti nella produzione di film. Tuttavia, non è possibile valutare in base a tali criteri i sussidi a favore rispettivamente della distribuzione di film e del cinema digitale. Di conseguenza, la necessità e proporzionalità di queste misure devono essere valutate a parte.

4.2.1. *Il principio della legalità generale*

40) La Commissione deve accertare che il regime non comprenda clausole contrarie alle disposizioni del trattato relative a settori diversi dagli aiuti di Stato.

41) La natura fiscale del dispositivo comporta la necessità che i beneficiari, per beneficiare della detassazione, dispongano di un reddito imponibile in Italia. La condizione di essere soggetto passivo in un sistema tributario nazionale è una caratteristica comune degli incentivi fiscali. Tuttavia, il regime in oggetto non limita i crediti d'imposta e le detassazioni alle spese sostenute in Italia. Di conseguenza, il regime non comprende un incentivo supplementare a territorializzare la spesa.

42) In base alle informazioni fornite dalle autorità italiane, il regime notificato non pone particolari problemi a tale riguardo. Le condizioni territoriali relative alle spese per la produzione di film sono trattate più oltre nel presente testo, sulla scorta della comunicazione sul settore cinematografico.

4.2.2. *Incentivi fiscali per la produzione di film a favore d'imprese esterne al settore cinematografico*

43) Il credito d'imposta e la detassazione a favore d'imprese esterne al settore cinematografico sono disponibili soltanto per investimenti nella produzione e nella distribuzione di film a carattere culturale "di nazionalità italiana". Scopo dell'aiuto è stimolare investimenti esterni nella produzione di film a carattere culturale.

44) Tale sussidio alla produzione di film può quindi essere valutato in base ai criteri enunciati nella comunicazione sul settore cinematografico. Dato che per le imprese esterne al settore cinematografico è disponibile un credito d'imposta fino al massimale del 40 % (rispetto al credito d'imposta del 15 % già autorizzato dalla Commissione a favore delle imprese di produzione cinematografica), la Commissione deve anche esaminare l'incidenza di tale misura sui beneficiari diretti del credito d'imposta.

45) Nella sua decisione di autorizzare gli incentivi fiscali per la produzione di film italiani, la Commissione ha già esaminato i criteri di valutazione del carattere culturale applicati dalle autorità italiane per definire i film a carattere culturale "di nazionalità italiana" e i film di particolare interesse culturale. Poiché alle misure in oggetto si applicano i medesimi criteri, gli aiuti sono previsti a favore di prodotti culturali, definiti mediante criteri nazionali verificabili.

46) Una delle condizioni del credito d'imposta è che l' 80 % degli investimenti sia speso in Italia. Dato che il massimale degli investimenti massimi è del 49 % del bilancio di produzione di un film, questa condizione territoriale riguarda come massimo il 39,2 % del bilancio di produzione. Per la detassazione non vi sono condizioni territoriali: il produttore è quindi libero di spendere in altri Stati membri ben più del 20 % del bilancio del film, senza riduzione dell'aiuto disponibile nell'ambito delle misure in oggetto.

47) L'intensità massima cumulativa degli aiuti a favore della produzione cinematografica resta del 50 %. Gli aiuti non sono destinati ad attività specifiche di produzione cinematografica. Risultano dunque soddisfatti tutti i criteri per gli aiuti di Stato enunciati nella comunicazione sul settore cinematografico.

48) Dato che tali misure hanno lo scopo di attrarre dal'esterno del settore cinematografico investimenti nella produzione e nella distribuzione di film che soddisfino a specifici criteri culturali, quest'obiettivo risponde all'articolo 151 del trattato CE, secondo il quale "la Comunità tiene conto degli aspetti culturali nell'azione che svolge a norma di altre disposizioni del presente trattato, in particolare ai fini di rispettare e promuovere la diversità delle sue culture".

49) Secondo le autorità italiane, il mercato cinematografico italiano è caratterizzato dalla cronica incapacità di attrarre fondi privati dall'esterno del settore, in forma di prestiti o di capitale di rischio, il che comporta che i produttori indipendenti dipendono pesantemente dal finanziamento di grandi produttori o di società televisive. Come risultato, la concentrazione delle quote di mercato va accentuandosi e i produttori indipendenti hanno difficoltà a soddisfare il restante fabbisogno dei loro bilanci di produzione.

([5]) Cfr. la nota 1.

50) La Commissione condivide la convinzione delle autorità italiane secondo cui, in generale, un sistema di aiuti di Stato può esser ritenuto virtuoso se stimola la concorrenza e se è considerato transitorio e atto a creare dinamiche di mercato che possano perdurare nel tempo anche dopo che l'aiuto non venga più erogato. Secondo le autorità italiane, queste misure si prefiggono l'obiettivo d'introdurre una forma di sussidio atta a stabilire e consolidare i rapporti tra investitori privati e operatori cinematografici, allo scopo ultimo di offrire alle imprese, per il finanziamento, alternative diverse dal finanziamento pubblico e dalle risorse dei grandi gruppi del settore audiovisivo.

51) Per creare un simile stimolo, le autorità italiane ritengono necessario prevedere un credito d'imposta superiore a quello disponibile per le imprese di produzione cinematografica, sebbene con un limite inferiore d'investimenti ammissibili. La ratio di questa opzione è basata su due motivi economici specifici:

— l'asimmetria informativa tra le imprese interne del settore cinematografico, in particolare le imprese di produzione, e le imprese esterne al settore, che hanno minore conoscenza del mercato cinematografico, dei processi di produzione e di distribuzione e dei rischi correlati,

— l'esigenza di evitare il pericoloso concentrarsi del rischio del credito su un singolo investitore.

52) Le autorità italiane osservano che questi fattori economici determinanti caratterizzano tutti gli investimenti nella produzione cinematografica ma sono ancora più pertinenti ai film a carattere culturale, specialmente tenendo conto del rapporto tra rischio e remunerazione, che è ovviamente inferiore per tali film rispetto ai film più commerciali.

53) Le autorità italiane ritengono dunque che la lacuna nell'informazione esponga a rischi maggiori un investitore esterno al settore cinematografico. Rispetto a un'impresa di produzione cinematografica, un simile investitore può influire in misura minore sul processo di produzione nell'intento di limitare tali rischi. Il che giustifica il maggior premio di rischio messo a disposizione degli investitori esterni al settore cinematografico che investono nella produzione di film e spiega anche perché gli investimenti ammissibili sono limitati a un milione di euro all'anno per ogni impresa.

54) Le autorità italiane ritengono che il combinarsi di un elevato credito d'imposta e di un basso massimale annuo per gli investimenti faciliti gli investimenti privati nella produzione di film a carattere culturale, assicurando un adeguato rapporto tra rischio e remunerazione e al tempo stesso limitando l'esposizione al rischio per i singoli investitori.

55) Le autorità italiane hanno presentato un'analisi economica basata sui dati relativi ai film a carattere culturale e ai film a carattere più commerciale usciti in Italia nel periodo 2005-2007, per dimostrare che la percentuale del 40 % costituisce la differenza tra la minore remunerazione per i film a carattere culturale rispetto ai film a carattere più commerciale. Il che spiega perché si è stabilito il tasso del 40 % per il credito d'imposta disponibile per gli investimenti in film a carattere culturale "di nazionalità italiana" effettuati da investitori esterni al settore cinematografico.

56) Il tasso del 20 % scelto dalle autorità italiane per il credito d'imposta disponibile per le imprese di distribuzione e per le imprese di esercizio che investono in film di particolare interesse culturale è pari alla metà del tasso del 40 %. Le autorità italiane spiegano che questo minore livello del credito d'imposta è dovuto alla minore esposizione delle imprese di distribuzione e delle imprese di esercizio all'asimmetria informativa, data l'essenza delle loro attività.

57) Le autorità italiane osservano che questo meccanismo è una novità tra gli Stati membri dell'UE e che il tasso del 40 % è stabilito a titolo sperimentale. Le autorità italiane seguiranno da vicino gli effetti microeconomici e macroeconomici della misura durante il periodo della sua applicazione e se necessario la modificheranno, nella legge finanziaria per il 2011, per correggere potenziali distorsioni della concorrenza che possano palesarsi.

58) Le autorità italiane si sono anche impegnate a introdurre, nei decreti per l'applicazione delle misure, un meccanismo inteso a evitare possibili loro "abusi", quali considerare come un investimento ammissibile un accordo commerciale tra un investitore esterno al settore cinematografico e un'impresa di produzione cinematografica. Il dispositivo consiste nell'imporre, come condizione per concedere il credito d'imposta a un investitore esterno (non del settore manifatturiero) il quale fornisca anche merci destinate a quel film, una soglia minima d'investimenti pari al 10 % del bilancio di produzione (soglia ridotta al 5 % nel caso di film difficili o con risorse modeste). Per accertare il rispetto di tale soglia, saranno imposti agli investitori e ai produttori meccanismi di separazione contabile tra un investimento nella produzione di un film e un accordo commerciale ([6]).

59) La Commissione ritiene quindi che il credito d'imposta e la detassazione per le imprese esterne al settore cinematografico che investono nella produzione cinematografica siano necessari e proporzionati all'obiettivo culturale delle misure in oggetto e compatibili con il trattato CE in base alla deroga culturale di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera d).

60) La detassazione a favore delle imprese esterne al settore cinematografico che investono nella distribuzione di film a carattere culturale "di nazionalità italiana" è esaminata al punto 0 insieme con gli incentivi fiscali per le imprese di distribuzione che distribuiscono tali film.

4.2.3. *Credito d'imposta a favore d'imprese di distribuzione e d'imprese di esercizio che investono in film specialistici*

61) Il credito d'imposta del 20 % a favore delle imprese di distribuzione e delle imprese di esercizio è disponibile soltanto per investimenti nella produzione di film di particolare interesse culturale. La detassazione a favore delle imprese di distribuzione è disponibile soltanto per gli utili reinvestiti nella produzione di film a carattere culturale "di nazionalità italiana". Tali misure hanno lo scopo di stimolare gli investimenti delle imprese di distribuzione e delle imprese di esercizio nella produzione di simili film.

([6]) Per esempio un accordo tra un'impresa e un produttore cinematografico che preveda la fornitura di merci.

62) Per i medesimi motivi indicati al punto 0, il credito d'imposta del 20 % disponibile per le imprese di distribuzione e le imprese di esercizio che investono nella produzione di film specialistici è compatibile con il trattato CE in base alla deroga culturale di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera d).

63) La detassazione a favore delle imprese di distribuzione che reinvestono gli utili nella produzione di film a carattere culturale "di nazionalità italiana" si applica alle medesime condizioni della detassazione, già autorizzata dalla Commissione, per le imprese di produzione che reinvestono gli utili in tali film. Di conseguenza, secondo le conclusioni di tale decisione, la Commissione ritiene che la detassazione a favore delle imprese di distribuzione che investono nella produzione di film a carattere culturale "di nazionalità italiana" è compatibile con il mercato comune in base all'articolo 87, paragrafo 3, lettera d) CE, poiché soddisfa alle condizioni prescritte dalla Commissione nella comunicazione sul settore cinematografico.

4.2.4. *Incentivi fiscali a favore della distribuzione di film*

64) Nell'ambito del regime, le autorità italiane hanno notificato quattro incentivi fiscali per la distribuzione di film: il credito d'imposta del 10 % a favore delle imprese di distribuzione che distibuiscono film a carattere culturale "di nazionalità italiana"; il credito d'imposta del 15 % a favore delle imprese di distribuzione che distribuiscono film di particolare interesse culturale; la detassazione del 30 % a favore delle imprese esterne al settore cinematografico che investono nella distribuzione di film a carattere culturale "di nazionalità italiana"; la detassazione per le imprese di distribuzione e le imprese di produzione che reinvestono gli utili nella distribuzione di film a carattere culturale "di nazionalità italiana".

65) Queste misure hanno lo scopo di stimolare la distribuzione di tali film. Di conseguenza, il loro obiettivo risponde all'articolo 151 del trattato CE ([7]).

66) Come già si è detto ([8]), le autorità italiane hanno presentato dati che confermano la quota di mercato notevolmente esigua dei film a carattere culturale "di nazionalità italiana" e la quota di mercato molto esigua dei film di particolare interesse culturale. Questi dati ribadiscono la necessità dell'aiuto di Stato come sussidio alla distribuzione di tali film.

67) La Commissione osserva inoltre che l'esigenza di sostenere la distribuzione di film europei è stata riconosciuta nella relazione del 1994 del Think Tank della Commissione riguardante la politica audiovisiva nell'UE ([9]). La scarsa circolazione dei film europei è stata riconosciuta anche nella relazione del 2005 del Think Tank di Copenaghen riguardante i film europei e la politica nel settore cinematografico ([10]).

68) Nel maggio 2009, nella relazione *Focus 2009* l'Osservatorio europeo dell'audiovisivo ([11]) ha indicato che la produzione cinematografica europea ha raggiunto la cifra record di 1.145 film nel 2008, anche se la quota media di mercato dei film europei era del 28,4 %. Nella medesima relazione è indicato che i film italiani hanno attirato soltanto il 3,6 % degli spettatori in tutta l'UE.

69) I differenti livelli del credito d'imposta disponibili per le imprese di distribuzione riflettono la differenza tra le quote di mercato (e quindi tra i rischi finanziari) relative alla distribuzione di questi tipi di film all'interno dell'Italia. Le autorità italiane ritengono che il 10 % e il 15 % siano livelli d'incentivo supplementare adeguati per incoraggiare le imprese di distribuzione a distribuire tali film piuttosto che film alternativi più commerciali.

70) La Commissione ritiene quindi che il sussidio alla distribuzione previsto nel regime in oggetto sia necessario e proporzionato all'obiettivo perseguito e non falsi la concorrenza in misura contraria all'interesse comune, ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera d) del trattato CE.

4.2.5. *Credito d'imposta a favore del cinema digitale*

71) Nella sua Comunicazione di 28 gennaio 2009, recante proroga della validità dei criteri di valutazione degli aiuti di Stato da applicare ai regimi di sussidio alla produzione cinematografica, la Commissione ha indicato di non aver ancora definito una politica relativa al sussidio statale a favore della proiezione digitale. Dato che l'incentivo fiscale previsto dall'Italia a favore della proiezione digitale è il primo regime di questo tipo offerto principalmente a imprese di esercizio che realizzano buoni risultati commerciali, non vi è nessun esplicito precedente sul quale la Commissione possa basarsi per valutare tale regime. In una visuale più ampia, la questione del sussidio statale a favore della proiezione digitale è molto complessa e richiede potenzialmente un ingente intervento statale, riguardo al quale non vi è stata finora nessuna consultazione pubblica al livello dell'UE.

72) In passato la Commissione ha esaminato misure di sussidio all'installazione d'impianti di proiezione digitale a specifiche condizioni:

— UK Digital Screen Network ([12]) (rete di schermi digitali nel Regno Unito): ai cinema beneficiari dell'aiuto era chiesto di presentare un'ampia percentuale di film specialistici utilizzando gli impianti di proiezione digitale in essi installati. Nella sua decisione su questo caso la Commissione ha applicato la deroga culturale di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera d) del trattato CE, in quanto tale condizione assicurava che l'aiuto promovesse lo scambio e la distribuzione di beni culturali senza incidere sugli scambi commerciali e sulla concorrenza in misura contraria all'interesse comune.

([7]) Vedere la citazione al punto 48.
([8]) Vedere il punto 9.
([9]) http://ec.europa.eu/avpolicy/docs/library/other/think_tank_1994.pdf
([10]) http://filmthinktank.org/fileadmin/thinktank_downloads/CopenhagenReport2007.pdf
([11]) http://www.obs.coe.int/online_publication/reports/focus2009.pdf
([12]) Aiuto di Stato N 477/04.

— Sussidio finlandese a favore del cinema digitale ([13]): le autorità finlandesi hanno applicato le regole *de minimis* al sussidio accordato ai cinema siti in piccole località. I monosala e i multisala facenti parte di una più vasta catena, siti in comuni di medie dimensioni, erano esclusi dall'aiuto tranne in un numero limitati di circostanze economiche. Erano esclusi dall'aiuto anche i multisala e monosala della zona di Helsinki facenti parte di una più vasta catena. I cinema d'essai e i cinema aventi da uno a tre schermi erano ammissibili al sussidio indipendentemente da dove erano siti. Poiché lo scopo del sussidio era contribuire a finanziare attività correlate ad attività tecniche nel settore audiovisivo, nella sua decisione su questo caso la Commissione ha applicato l'articolo 87, paragrafo 3, lettera c) del trattato CE.

73) Di conseguenza, la Commissione dovrebbe valutare la compatibilità dei crediti d'imposta accordati in Italia a favore del cinema digitale ai termini dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera c) del trattato CE oppure in base alla deroga culturale di cui all'articolo 87, paragrafo 3, lettera d) del trattato CE. Entrambe tali disposizioni prevedono che la Commissione esamini la necessità, proporzionalità e adeguatezza dell'aiuto.

Necessità

74) Le autorità italiane hanno osservato che gli spettatori non sono in grado di accorgersi che la proiezione digitale costituisce un notevole miglioramento qualitativo rispetto alla proiezione mediante le attuali attrezzature da 35 mm. Quest'osservazione mirava a sostenere che la digitalizzazione non porterebbe a maggiori incassi, ma essa suscita anche l'interrogativo riguardo alla necessità di un sussidio a favore della proiezione digitale.

75) In base a precedenti notifiche di altri Stati membri, la Commissione ha anche appreso che la programmazione flessibile consentita dalla proiezione digitale potrebbe migliorare di molto la scelta di film per gli spettatori e quindi gli incassi dei cinema. Di conseguenza, è nell'interesse generale installare impianti di proiezione digitale e, quando la massa critica di cinema si sarà convertita alla proiezione digitale, le normali forze del mercato implicheranno che i film siano distribuiti soltanto in formato digitale. Infatti la distribuzione digitale è meno costosa per le imprese di distribuzione (secondo le autorità italiane, per ogni schermo il costo è di 150 EUR per ogni copia digitale, più i costi di trasmissione, invece di 1 000 EUR per le copie in 35 mm).

76) Alla Commissione consta peraltro che il ritmo della conversione digitale dei cinema in tutta l'UE sia bassissimo, a causa tra l'altro dei costi elevati degli impianti di proiezione digitale. Le autorità italiane hanno indicato che l'installazione d'impianti di proiezione digitale costerebbe per ogni schermo 100 000 EUR nella versione 2K DCI ([14]), che potrebbe servire anche per la proiezioni di film digitali 3D.

77) Tuttavia, il massimale del credito d'imposta per la conversione digitale, che è di 50 000 EUR per ogni schermo, corrisponde al costo massimale ammissibile dell'installazione per ogni schermo, pari a [50 000 EUR ÷ 30 % =] 166 667 EUR per ogni schermo, dato il credito d'imposta disponibile del 30 %. Di conseguenza, la Commissione dubita che il massimale del credito d'imposta debba essere così elevato.

78) Perfino un importo di soli 100 000 EUR implicherebbe investimenti per il totale di [3 957 × 100 000 EUR =] 395,7 milioni di EUR. Estrapolando questa somma ai 33 000 schermi cinematografici attivi in tutta l'UE ne risulterebbe che per la conversione digitale integrale sarebbe necessario un investimento, per tutta l'UE, di 3,3 miliardi di EUR. Nell'attuale contingenza economica, la Commissione dubita che un simile livello d'investimenti, provenienti da fonti pubbliche o private, possa essere disponibile per la totalità degli schermi cinematografici in tutti gli Stati membri dell'UE.

79) Secondo le informazioni di cui dispone la Commissione, gli impianti di proiezione digitale che si dovrebbero installare comprendono, sostanzialmente, un proiettore digitale, il supporto informatico e i cavi. La componente più costosa di simili impianti sembra il proiettore digitale. Quindi, anche ammesso che in Italia sia necessario il sussidio statale al cinema digitale, la Commissione deve valutare se 100 000 EUR per ogni schermo sia una stima equa dei costi necessari per passare alla proiezione digitale.

80) Alla Commissione consta ([15]) inoltre che l'installazione di un impianto di proiezione digitale consente ai cinema di proiettare non soltanto film digitali ma anche altri tipi di contenuti digitali, quali opere liriche e teatrali dal vivo, partite di calcio, giochi di massa e annunci pubblicitari digitali. Le imprese di distribuzione che forniscono anche simili "contenuti digitali alternativi" non sembrano necessitare d'impianti di proiezione digitale rispondenti alle specifiche DCI ([16]).

81) Le autorità italiane hanno indicato dati relativi alla proiezione digitale 1.3K sui 67 schermi del circuito Microcinema, che tra l'aprile 2007 e il novembre 2008 hanno presentato 75 film e 18 opere. Il 71 % dei film proiettati erano italiani o europei. A titolo di raffronto, nessuna delle 46 produzioni digitali 2K distribuite tra il 2007 e il 2008 erano italiane ([17]). Soltanto quattro delle produzioni digitali 2K avevano una versione 3D.

82) In base a questi dati, sembra che un impianto di proiezione 2K rispondente alle specifiche DCI non sia necessario per i film a carattere culturale italiani o europei. Inoltre la Commissione osserva che la maggior parte dei film, in particolare quelli italiani ed europei, non sono stati distribuiti con la versione 3D.

([13]) Aiuto di Stato NN 70/06.

([14]) DCI sono le specifiche definite per la prima volta nel 2005 per il mercato USA da una joint venture denominata Digital Cinema Initiatives (iniziative per il cinema digitale) formata dalle grandi società statunitensi di produzione cinematografica (Disney, Fox, Paramount, Sony Pictures Entertainment, Universal e Warner Bros. Studios): www.dcimovies.com. La versione 2K DCI ha una risoluzione di 2 048 × 1 080 pixel.

([15]) Come indicato, per esempio, nel sito Screen International's Digital Cinema 2008 conference.

([16]) Vedere per esempio il sito web di website of Emerging Pictures, che distribuisce opere e film indipendenti italiani agli schermi digitali in tutto il mondo.

([17]) Secondo le autorità italiane, la sola produzione digitale italiana in versione 2K dal 2001 è stata il film *Pinocchio* di Roberto Benigni (2002), il cui bilancio di produzione, secondo le indicazioni, era di 40 milioni di EUR. Prima della pubblicazione delle specifiche DCI nel 2005, 2K si riferiva al formato HD (1 920 × 1 080).

83) Anche nell'ipotesi che il supporto informatico possa costare circa 5 000 EUR secondo le attuali offerte commerciali ([18]), un impianto dotato di un proiettore digitale 2K di alta qualità a 3 chip, adatto per impiego intensivo, costerebbe oggi 30 000 EUR o meno. Un impianto 1.3K equivalente sarebbe presumibilmente molto meno costoso e potrebbe forse essere finanziato secondo un modello commerciale.

84) Di conseguenza, rammentando che il pacchetto di misure notificato dalle autorità italiane ha lo scopo di stimolare la distribuzione e la proiezione di film italiani/europei, la Commissione dubita che 100 000 EUR per ogni schermo sia un'equa stima dei costi necessari per installare un impianto di proiezione digitale. Il che pone quindi in dubbio la necessità del credito d'imposta proposto a favore del cinema digitale.

Proporzionalità

85) A sostegno della loro affermazione secondo cui l'aiuto è proporzionato alle caratteristiche specifiche del mercato italiano, le autorità italiane hanno presentato dati relativi agli incassi dei cinema, i quali confermano che in Italia i cinema multisala registrano per ogni schermo ricavi medi superiori rispetto ai cinema monosala. Tuttavia, di norma i multisala beneficiano anche di economie di scala, in termini di costi medi inferiori per ogni schermo.

86) Il che implica inoltre che, probabilmente, i cinema aventi un più grande numero di schermi sono maggiormente in grado di permettersi d'installare impianti di proiezione digitale senza il sussidio statale. In effetti, secondo le autorità italiane, alcuni cinema multisala hanno già installato impianti di proiezione digitale senza ricevere sussidi statali.

87) Al tempo stesso, alla Commissione consta che per le imprese di esercizio sono disponibili modelli di finanziamento commerciale consistenti in canoni per le copie virtuali ("virtual print fee"), il cui scopo è ripartire i costi della proiezione digitale con le imprese di distribuzione, le quali ogni volta che un film digitale viene proiettato mediante l'apposito impianto versano una "virtual print fee" alla parte che ha finanziato l'installazione di tale impianto.

88) La Commissione è anche al corrente dell'esistenza di altri modelli di finanziamento commerciale per il cinema digitale, come quello applicato con successo anche a cinema di remote zone rurali in India ([19]).

89) In tale contesto c'è tuttavia da chiedersi se un sussidio statale dell'entità proposta per ogni schermo non comporti la scomparsa di alternative commerciali, quali la ripartizione dei costi tra imprese di distribuzione ed imprese di esercizio. Di conseguenza, la Commissione ha dubbi riguardo alla proporzionalità del credito d'imposta proposto a favore del cinema digitale.

Adeguatezza

90) Secondo le stime, il bilancio di tale misura è di 16,8 milioni di EUR, a fronte di costi d'installazione di 56 milioni di EUR. Tuttavia, come si è osservato al punto 78, questo importo sarebbe considerevolmente inferiore agli investimenti per il totale di 395,7 milioni di EUR necessari per convertire tutti gli schermi in Italia, in base al costo stimato a 100 000 EUR per ogni schermo. Quindi, se la stima di 100 000 EUR per ogni schermo indicata dalle autorità italiane è ragionevole, ne risulta che il bilancio coprirebbe i costi per la conversione soltanto del 14 % degli schermi cinematografici italiani. Di conseguenza, la Commissione dubita che il finanziamento disponibile per tale misura sia adeguato.

91) Sebbene le autorità italiane indichino che il loro obiettivo è estendere l'impiego della proiezione digitale per incrementare la circolazione dei film a carattere culturale italiani ed europei, non è evidente in qual modo la misura proposta sia sufficientemente mirata a conseguire un simile obiettivo. In particolare, i principali vantaggi in termini di introiti che i cinema otterrebbero dalla conversione digitale sembra derivare dalla programmazione in funzione della domanda, resa possibile dalla proiezione digitale ([20]).

92) Tuttavia, le condizioni in materia culturale imposte ai più grandi cinema multisala per ottenere l'aiuto potrebbero avere come risultato che mediante l'impianto digitale di nuova installazione sarebbero proiettati film commerciali, mentre i film a carattere culturale sarebbero presentati soltanto in formato 35 mm e in orari di scarso afflusso. Il che farebbe gravare un onere finanziario supplementare sulle imprese di distribuzione di tali film, in particolare nel periodo di transizione, dato che le copie a 35 mm sono più costose delle copie digitali. La Commissione dubita quindi che le autorità italiane siano in grado di assicurare che le imprese di esercizio beneficiarie dell'aiuto introdurranno i modelli commerciali alternativi resi possibili dalla proiezione digitale, che offrirebbero agli spettatori italiani una più ampia scelta di film a carattere culturale.

93) Dato che l'aiuto ha la forma di credito d'imposta, perché questo aiuto abbia un effetto incentivante i beneficiari devono realizzare utili sufficienti (o avere almeno una sufficiente capacità contributiva) per avvalersi del credito. Le autorità italiane hanno osservato che i cinema aventi da uno a quattro schermi sono in difficoltà finanziarie nell'attuale contingenza e che i cinema monosala sono quelli più colpiti. Inoltre le autorità italiane hanno presentato dati secondo i quali il 74 % dei cinema italiani sono monosala e il 17 % hanno da due a quattro schermi.

94) Di conseguenza, la Commissione dubita che il 91 % dei cinema italiani (2 390 schermi in 1 816 cinema) i quali, secondo le autorità italiane, avrebbero maggior bisogno dell'aiuto, siano in grado di avvalersi di un credito d'imposta. Anche nel caso che cinema aventi da uno a quattro schermi abbiano sufficiente capacità retributiva per essere in grado di utilizzare il credito d'imposta del 30 %, se sono in difficoltà finanziarie non è chiaro come potranno finanziare il rimanente 70 % degli investimenti richiesti. Quindi la Commissione nutre dubbi riguardo alla probabilità che i cinema italiani aventi da uno a quattro schermi siano in grado di stanziare un investimento iniziale netto di [70 % × 100 000 EUR =] 70 000 EUR senza un incremento considerevole degli introiti derivanti dall'investimento o la possibilità di ricorrere ad altre fonti di finanziamento.

([18]) Vedere per esempio http://www.projectorpoint.co.uk/projectors/Panasonic_PT-D10000E.html

([19]) http://www.televisionpoint.com/news2008/newsfullstory.php?id=1211980648

([20]) Vedere per esempio http://www.dodona.co.uk/experience.htm

95) La misura notificata riguarda la prima installazione di un impianto di proiezione digitale ed è proposta come misura pilota per un periodo biennale. Alla Commissione consta che, come per altri apparecchi elettronici, la durata utile degli impianti di proiezione digitale è stimata a 5-10 anni, dopo di che è probabile che le singole componenti divengano obsolete. Si tratta di una durata utile molto più breve di quella delle attrezzature meccaniche di proiezione a 35 mm, che la misura vorrebbe incoraggiare a sostituire.

96) Alla Commissione consta inoltre che i costi di utilizzo degli impianti di proiezione digitale sono superiori a quelli delle attrezzature meccaniche di proiezione a 35 mm. Le autorità italiane ritengono che i costi d'installazione degli impianti di proiezione digitale eccedano il normale bilancio dei cinema italiani, in particolare di quelli aventi da uno a quattro schermi. Dunque, poiché la misura giunge a termine dopo due anni, la Commissione dubita che questo sussidio una tantum costituisca una soluzione sostenibile del problema per tutti e 1 816 i cinema in questione.

97) In considerazione di quanto sin qui esposto, la Commissione ha dubbi riguardo alla necessità, proporzionalità e adeguatezza del credito d'imposta proposto a favore del cinema digitale in Italia.

Ripercussioni economiche, sociali e culturali

98) Come si è detto al punto 94, il 91 % dei cinema italiani possono essere incapaci di avvalersi del credito d'imposta o di affrontare il necessario investimento iniziale del 70 % ed i successivi costi supplementari di utilizzo. Alle normali condizioni di mercato, vi sarebbe il rischio di chiusura per le imprese che si trovano in una simile situazione.

99) Nel novembre 2008 il comitato per l'istruzione, la gioventù e la cultura del Consiglio dell'Unione europea ha sottolineato l'urgenza di trovare una soluzione comune per finanziare la conversione digitale dei cinema. A quell'epoca la Commissione ha evidenziato il rischio che tale processo metta a repentaglio i cinema d'essai e i cinema locali in tutta l'Europa. La presidenza del Consiglio ha concluso che si tratta di una grande sfida europea, che potrebbe ripercuotersi sulla preservazione della diversità delle culture.

100) In un simile contesto, la Commissione si rende conto che potrebbe essere nell'interesse comune che uno Stato membro come l'Italia ricorra a un aiuto di Stato per investire nel passaggio a una nuova tecnologia nei cinema in questione. Tuttavia, la Commissione vorrebbe ottenere dalle autorità italiane l'assicurazione che l'aiuto proposto sia neutrale sotto il profilo tecnologico.

101) In particolare, la Commissione desidera ricevere dalle autorità italiane la conferma che le imprese di esercizio non sarebbero indotte a investire di preferenza in uno standard digitale invece che in un altro. Inoltre, la Commissione chiede alle autorità italiane di confermare che, come condizione del sussidio, le imprese di esercizio devono assicurare che possano essere presentati anche film distribuiti in un formato digitale basato su standard disponibili inferiori allo standard digitale dell'impianto per il quale si eroga il sussidio.

102) Questa condizione assicurerebbe che le imprese di produzione e le imprese di distribuzione possano far circolare i loro film in tutti i cinema beneficiari del sussidio in qualsiasi standard digitale che esse ritengano il più adatto. Inoltre, tale condizione eviterebbe di falsare la concorrenza tra gli standard digitali e tra i fornitori d'impianti di proiezione digitale non soltanto all'interno dell'Italia, ma anche a più ampio livello in tutta l'Europa.

103) La Commissione si rende conto che nel settore cinematografico europeo vi è l'impressione generale che le grandi società cinematografiche USA distribuiranno i loro film soltanto in formato digitale, per schermi rispondenti alle specifiche DCI. La Commissione non è a conoscenza di nessun elemento probante che attesti l'imposizione di un simile prerequisito alle imprese di esercizio da parte delle grandi società cinematografiche USA. Nondimeno, alla Commissione consta che, dati i risparmi potenziali consentiti dalla distribuzione digitale, attualmente le grandi società cinematografiche USA offrono di contribuire ai costi d'installazione d'impianti di proiezione rispondenti alle specifiche DCI nei cinema multisala in tutta l'UE. Di conseguenza, la Commissione osserva che un aiuto di Stato per l'installazione d'impianti di proiezione rispondenti alle specifiche DCI almeno nei multisala potrebbe beneficiare indirettamente le grandi società cinematografiche USA.

104) La Commissione osserva inoltre che probabilmente il mercato di uno standard digitale limitato esclusivamente ai cinema sarà una nicchia di mercato, dato il numero limitato di cinema in tutto il mondo, con conseguenti costi elevati e bassi livelli di produzione annuale. La Commissione dubita quindi che l'incremento della domanda risultante dall'aiuto di Stato proposto per l'installazione degli impianti di proiezione digitale potrà evitare l'aumento dei prezzi, non soltanto in Italia ma in tutta l'UE, della limitata offerta d'impianti di proiezione intesi specificamente per i cinema.

105) Come accade per ogni cambiamento tecnologico, è probabile che le imprese di distribuzione di film passino alla distribuzione digitale quando vi sarà una massa critica di cinema digitali. Anche se l'Italia potrà raggiungere questa massa critica in tempi più brevi grazie all'aiuto proposto, la Commissione teme che tale aiuto possa anche accelerare la chiusura di quei cinema (con ogni probabilità i più piccoli) che non saranno stati in grado d'installare l'impianto di proiezione digitale quando sarà raggiunta la massa critica.

106) La Commissione dubita quindi che il credito d'imposta proposto dall'Italia a favore del cinema digitale eviterebbe di falsare la concorrenza a un grado tale da poter essere controbilanciato dai vantaggi sociali e culturali di un simile aiuto di Stato.

5. **CONCLUSIONE**

La Commissione ha dunque deciso che le misure notificate costituiscono un aiuto di Stato ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 1 CE, ma ritiene compatibili con il trattato CE tutte tali misure meno il credito d'imposta a favore del cinema digitale.

Inoltre, in base alle considerazioni sin qui esposte, la Commissione dubita che il credito d'imposta a favore del cinema digitale sia compatibile con il mercato comune. Di conseguenza, agendo secondo la procedura prevista all'articolo 88, paragrafo 2 del trattato CE, la Commissione chiede all'Italia di presentare le sue osservazioni e d'inviare tutte le informazioni atte ad aiutare la Commissione stessa a valutare tale misura.

Secondo quanto richiesto dalle autorità italiane, in considerazione del numero di parti interessate e della complessità della questione del cinema digitale, e tenuto conto anche della pausa estiva, le autorità italiane potranno inviare entro il 31 ottobre 2009 le loro osservazioni riguardo al credito d'imposta proposto a favore del cinema digitale. La Commissione chiede alle autorità italiane di trasmettere immediatamente una copia della presente lettera ai potenziali beneficiari dell'aiuto in oggetto.

La Commissione avverte l'Italia che le parti interessate saranno informate mediante la pubblicazione della presente lettera e di una sua sintesi nella *Gazzetta ufficiale dell'Unione europea*. Saranno informate anche le parti interessate degli Stati EFTA firmatari dell'accordo EFTA, mediante pubblicazione di un avviso nel supplemento EFTA della *Gazzetta ufficiale dell'Unione europea*, e l'Autorità di vigilanza EFTA mediante invio di una copia della presente lettera. Data la proroga concessa alle autorità italiane per la presentazione formale delle osservazioni e considerati i tempi necessari per le pubblicazioni, si chiederà a tutte le parti interessate di presentare eventuali osservazioni entro il medesimo termine del 31 ottobre 2009.»

Prix d'abonnement 2009 (hors TVA, frais de port pour expédition normale inclus)

Journal officiel de l'UE, séries L + C, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	1 000 EUR par an (*)
Journal officiel de l'UE, séries L + C, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	100 EUR par mois (*)
Journal officiel de l'UE, séries L + C, papier + CD-ROM annuel	22 langues officielles de l'UE	1 200 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série L, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	700 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série L, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	70 EUR par mois
Journal officiel de l'UE, série C, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	400 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série C, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	40 EUR par mois
Journal officiel de l'UE, séries L + C, CD-ROM mensuel (cumulatif)	22 langues officielles de l'UE	500 EUR par an
Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications), CD-ROM, 2 éditions par semaine	Multilingue: 23 langues officielles de l'UE	360 EUR par an (= 30 EUR par mois)
Journal officiel de l'UE, série C — Concours	Langues selon concours	50 EUR par an

(*) Vente au numéro:
— jusqu'à 32 pages: 6 EUR
— de 33 à 64 pages: 12 EUR
— au-delà de 64 pages: prix fixé cas par cas

L'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne,* qui paraît dans les langues officielles de l'Union européenne, est disponible dans 22 versions linguistiques. Il comprend les séries L (Législation) et C (Communications et informations).

Chaque version linguistique fait l'objet d'un abonnement séparé.

Conformément au règlement (CE) n° 920/2005 du Conseil, publié au Journal officiel L 156 du 18 juin 2005, stipulant que les institutions de l'Union européenne ne sont temporairement pas liées par l'obligation de rédiger tous les actes en irlandais et de les publier dans cette langue, les Journaux officiels publiés en langue irlandaise sont commercialisés à part.

L'abonnement au Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications) regroupe la totalité des 23 versions linguistiques officielles en un CD-ROM multilingue unique.

Sur simple demande, l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne* donne droit à la réception des diverses annexes du Journal officiel. Les abonnés sont avertis de la parution des annexes grâce à un «Avis au lecteur» inséré dans le *Journal officiel de l'Union européenne*.

Ventes et abonnements

Les publications payantes éditées par l'Office des publications sont disponibles auprès de nos bureaux de vente. La liste des bureaux de vente est disponible à l'adresse suivante:

http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm

EUR-Lex (http://eur-lex.europa.eu) offre un accès direct et gratuit au droit de l'Union européenne. Ce site permet de consulter le *Journal officiel de l'Union européenne* et inclut également les traités, la législation, la jurisprudence et les actes préparatoires de la législation.

Pour en savoir plus sur l'Union européenne, consultez: http://europa.eu

Office des publications
Publications.europa.eu

OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
L-2985 LUXEMBOURG

FR